

Retrait du projet du gouvernement contre les retraites !

UNE NOUVELLE ATTAQUE DANS LE DROIT FIL DE CELLE DE FILLON ET SARKOZY

À aucun moment, les gouvernements PS-PCF-Verts-PRG de 1997 et PS-EELV-PRG de 2013 n'ont abrogé les attaques contre les retraites menées antérieurement par les gouvernements RPR-UDF et UMP. Bien au contraire, le 27 août, après d'ultimes consultations avec les « partenaires sociaux », le Premier ministre Ayrault a présenté la nouvelle attaque projetée par l'État bourgeois contre les retraites des travailleurs qui sont une forme de salaire indirect.

La ficelle de Fillon sur la prise en compte de la « pénibilité » de certains emplois (sans qu'il soit question de la faire disparaître), pour faire passer l'attaque contre tous, est utilisée par Hollande et Ayrault. Ce plan comporte en fait le durcissement de la mesure Fillon de 2003 (la durée de cotisation passera à 43 ans), la hausse des cotisations sociales (de +0,5 %, subie uniquement par les salariés puisqu'elle sera au moins compensée pour les employeurs par les baisses d'autres cotisations sociales), la désindexation camouflée des pensions (la revalorisation aura lieu le 1^{er} octobre au lieu du 1^{er} avril), la fiscalisation d'une part des pensions (la majoration de 10 % pour trois enfants et plus sera soumise à l'IRPP). Le projet aboutit à diminuer les pensions. Il pénalisera particulièrement les jeunes, déjà soumis à un chômage massif et à des salaires réduits.

LE PROJET GOUVERNEMENTAL EST LE RÉSULTAT PRÉVISIBLE DU « DIALOGUE SOCIAL »

Hollande et Ayrault ont aussi repris la même méthode que Sarkozy et Fillon, la collaboration de classes qui leur a déjà permis d'élaborer la loi de flexibilité du temps de travail et des salaires, qui conduit à négocier les plans de licenciements (dont celui de PSA Aulnay par la CGT animée par LO).

D'abord, un rapport émanant du Conseil d'orientation des retraites (auquel participent CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA) découvre un trou. Le « problème de financement » est attribué par les « experts » à la durée de vie excessive des travailleurs, alors qu'il s'agit du refus des patrons de payer pour les retraites. Alors, le gouvernement prétend « sauver » les retraites quand tout salarié sait qu'il en sortira une nouvelle attaque. Pourtant, toutes les directions syndicales participent à la mystification, se précipitent à la « conférence sociale », à Matignon, au ministère du travail, avec chacune ses « propositions » pour préserver la compétitivité, l'industrie française, bref le capitalisme français.

UNE JOURNÉE D'ACTION SYMBOLIQUE NE SAURAIT EMPÊCHER LE GOUVERNEMENT DE NUIRE

En 2010, les bureaucraties syndicales ont, après l'avoir négocié, refusé d'appeler au retrait du projet Sarkozy-Fillon et à la grève générale qui aurait permis de le battre. Elles avaient reçu alors l'appui de tous les partis politiques d'ori-

gine ouvrière (PS, PdG, PCF, NPA, LO, POI...). Le résultat du « dialogue social » et des « journées d'action » a été une défaite qui a préparé les attaques suivantes.

Aujourd'hui, certaines organisations syndicales se satisfont du projet gouvernemental (CFDT, CFTC, CGC, UNSA) et trahissent donc les intérêts des salariés ; d'autres le récuse et appellent à manifester le 10 septembre (CGT, FO, FSU, Solidaires). Mais ces dernières participent toujours, avec les premières, au Conseil d'orientation des retraites et aux négociations qui se poursuivent en coulisse. Pour faire diversion, elles tentent d'attribuer la responsabilité des attaques de la bourgeoisie française et du gouvernement bourgeois français à l'Union européenne.



Ni les unes, ni les autres n'exigent l'augmentation des cotisations sociales patronales, alors que ce sont les travailleurs qui produisent toutes les richesses sociales. D'ailleurs, les chefs syndicaux qui appellent les salariés à la « journée d'action » n'avancent aucune revendication précise et n'appellent même pas au retrait du plan Hollande-Ayrault.

Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois... Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires appellent à une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations le 10 sep-

tembre 2013 pour ne pas laisser les propositions du MEDEF faire la loi et pour imposer d'autres choix au gouvernement.

POUR LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES, POUR BATTRE LE GOUVERNEMENT

Les travailleurs doivent s'organiser pour imposer la rupture des organisations syndicales avec la bourgeoisie et son État. Seule la lutte de classe arrachera :

Retrait du projet du gouvernement Hollande-Ayrault-Sapin !

Retraite à 60 ans !

Retour aux 37,5 annuités !

Prise en compte de tous les stages !

Pension calculée sur les 6 meilleurs mois !

Il n'y a aucune limite à l'avidité des exploiters, ni à la capitulation des partis réformistes et des bureaucraties syndicales. Pour que les producteurs vivent dignement, il leur faudra prendre le contrôle de la société par une révolution, par l'expropriation des capitalistes. Pour cela, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste.

8 septembre 2013

Groupe marxiste internationaliste
[Collectif révolution permanente]

groupemarxiste.info

Pour l'unité des organisations ouvrières contre toute intervention militaire en Syrie

Le 15 mars 2011, la police syrienne arrêtait, emprisonnait et torturait 15 écoliers qui avaient tagué sur un mur les slogans de la révolution égyptienne. Débutaient alors des manifestations de plus en plus massives contre le régime, malgré la répression meurtrière, qui s'inscrivaient clairement dans le processus révolutionnaire qui avait commencé d'embraser l'Afrique du nord et le Proche-Orient, en Iran, Tunisie, Libye, Egypte, Bahreïn... Si la classe ouvrière avait eu un parti ouvrier révolutionnaire, elle aurait pu renverser Assad en s'appuyant sur les autres exploités, sur la jeunesse, sur les minorités kurde et palestinienne, sur les conscrits.

Le parti nationaliste Baas s'est emparé du pouvoir en Syrie par un coup d'Etat en 1963, au nom du panarabisme et du socialisme. En fait de panarabisme, en 1976, l'armée syrienne participait au Liban au massacre des Palestiniens. En fait de socialisme, c'est un régime capitaliste dictatorial où les activités et les organisations ouvrières indépendantes de l'État sont interdites. En outre, depuis le début des années 2000, des vagues de privatisations industrielles et foncières ont gravement entamé le niveau de vie des masses.

Cela n'a pas empêché le Parti communiste syrien, fidèle à la ligne stalinienne d'appui aux bourgeoisies nationales au nom de l'anti-impérialisme et de la révolution par étapes, d'apporter son soutien à ce régime, empêchant ainsi la constitution d'une opposition ouvrière organisée et laissant ainsi le terrain de l'opposition au régime aux Frères musulmans.

Faute de direction prolétarienne, le puissant mouvement des masses contre le régime commencé en mars 2011 est tombé sous la coupe des politiciens bourgeois opposés à Assad et en particulier des mouvements islamistes. L'Armée syrienne libre, elle-même cléricale, est concurrencée par des mouvements islamistes soutenus par le Qatar et l'Arabie Saoudite qui visent plus les alaouites, les chrétiens, les druzes, les Kurdes, que la dictature du Baas, ce qui rejette une partie de la population dans les bras d'Assad et prolonge les jours du régime.

Dans ces conditions, l'affrontement entre la dictature et les masses est devenu une guerre entre fractions de la bourgeoisie, chacune liée à des impérialismes opposés, dont le peuple syrien est la victime. Plus de 2 millions de personnes ont dû se réfugier en Turquie, Jordanie, Liban et Irak.

Alors que l'impérialisme russe, l'impérialisme chinois et le régime islamique iranien arment et défendent le dictateur sanglant Assad, que les gardiens iraniens et les milices du Hezbollah interviennent pour le sauver, les impérialismes français et américain se disposent pour

une intervention militaire directe en se saisissant de l'utilisation d'arme chimique contre la population civile. La France, dont l'armée utilisa le napalm au Maroc et en Algérie ; les États-Unis, dont l'armée utilisa la bombe atomique contre le Japon, le napalm contre le Vietnam, le Cambodge et l'Irak, sont mal placées pour donner des leçons de morale.

L'intervention de ces armées n'assurerait ni la vie des civils, ni la démocratisation du pays. Sa menace vise à mettre au pas tous les pays dominés, contrôler cette région du monde, affaiblir les positions et sources d'approvisionnement énergétiques russes et chinoises, renforcer l'État d'Israël qui poursuit la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, menacer l'Iran.

Cependant, le parlement britannique vient de refuser l'engagement militaire, le gouvernement allemand entend rester à l'écart, le gouvernement impérialiste français dirigé par le PS qui s'était avancé prématurément, se trouve déstabilisé par l'hostilité de l'UMP et par les atermoiements de l'administration impérialiste américaine du Parti démocrate.

En toile de fond, il y a l'opposition des populations de ces pays, qui se souviennent en particulier des manipulations éhontées des impérialismes anglais et américain pour justifier la seconde intervention en Irak, et la crainte des gouvernements de précipiter une crise régionale.

La tâche des communistes internationalistes est, tout en se prononçant sans ambiguïté pour le renversement par les travailleurs syriens du dictateur Assad par les moyens de la lutte des classes, de combattre, en particulier dans les pays impérialistes concernés, pour le front unique des organisations ouvrières contre toute intervention impérialiste.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Impérialistes américains et français, bas les pattes devant la Syrie ! Empêchement par tous les moyens ouvriers de l'intervention !

À bas le régime du Baas et Assad ! Non à la réaction islamiste ! Soldats conscrits et miliciens de base, désertez les troupes des oppresseurs ! Libertés démocratiques et droits de salariés ! Confiscation des groupes capitalistes et de la grande propriété foncière ! Respect des minorités religieuses et nationales ! Laïcité ! Émancipation des femmes ! Pour un gouvernement des ouvriers et des paysans !

3 septembre 2013

Collectif révolution permanente
(GMI France, GKK Autriche, RP Pérou)

revolucionpermanente.com

